

Point de Presse du Conseil d'Etat

5 mai 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
M. Charles Beer, conseiller d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	5
Rencontre avec la direction de l'OMPI.....	5
Soutien à l'implantation à Genève d'importantes organisations de régions	5
Appel à projets en vue de définir la future affectation du domaine de Penthes	6
Programme de contrôle de la tuberculose au Kirghizstan	6
Projet de prévention du VIH en Bolivie	7
Région transfrontalière	8
Rencontre avec le préfet de la région Rhône-Alpes	8
Genève-Confédération	9
Genève ne souhaite pas adhérer au concordat concernant les entreprises de sécurité	9
Oui avec réserves au projet de loi sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale	9
Pétition « Sauvez nos cours d'eau » : situation d'ores et déjà satisfaisante à Genève.....	10
Genève	11
Projet de loi relatif à la politique de cohésion sociale en milieu urbain.....	11
5,4 millions de francs pour des interventions artistiques sur le parcours du TCOB	12
Budget 2011 de la Ville de Genève : le Conseil administratif invité à faire voter sans délai des douzièmes provisionnels	12
Nouveaux logements en vue à Chêne-Bougeries	13
Une plus grande mixité d'activités pour la commune de Versoix	13
Subventions aux établissements accueillant des personnes handicapées majeures et mineures	14
Investissements pour les Etablissements publics pour l'intégration.....	14
Gestion améliorée des risques assurables à l'Etat de Genève	14
Bourse, prix et distinction cantonale du développement durable	15
Tarification de la clause exécutoire dans les actes notariés.....	15
Adaptation du règlement sur les produits thérapeutiques	16
Mise à jour de la carte des cours d'eaux genevois	16

Point de situation sur les aménagements au port de la Belotte.....	16
Aboutissement d'un référendum	17
Report de la date de dépôt des listes de candidatures à l'élection des juges prud'hommes	17
Cérémonie en l'honneur des conseillers administratifs, maires et adjoints sortant de charge	18
Nomination.....	19
Agenda des invitations à la presse	20

Genève internationale

Rencontre avec la direction de l'OMPI

Le Conseil d'Etat a reçu ce mercredi 4 mai la direction de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) dans le cadre d'un déjeuner de travail. Cette rencontre a été l'occasion d'aborder notamment l'état d'avancement des nouvelles constructions de l'OMPI et les mesures de sécurité qui s'y rapportent.

Pour mémoire, le Conseil d'Etat avait donné une réception en l'honneur de M. Francis Gurry en novembre 2008, à l'occasion de sa nomination à la tête de l'organisation (voir [point de presse du 12 novembre 2008](#)).

Soutien à l'implantation à Genève d'importantes organisations de régions

Le Conseil d'Etat se réjouit que le R20 (*Regions of Climate Action*) et le FOGAR (Forum et organisation des régions unies) aient décidé d'établir leur siège mondial en la villa Grand-Montfleury, à Versoix. Cette installation place Genève au centre d'un réseau mondial de régions d'une portée inédite.

Le R20 est né d'une initiative de M. Arnold Schwarzenegger, alors gouverneur de Californie (Etats-Unis), promoteur dans son Etat d'une politique environnementale remarquée. M. Schwarzenegger présidera cette organisation non gouvernementale (ONG), qui regroupe des gouvernements infranationaux dans la lutte contre les changements climatiques. La charte du R20 a été signée par les présidents ou gouverneurs d'une quinzaine de régions, par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), par des ONG et des entreprises multinationales.

D'autre part, le FOGAR siège dans la même villa. Forum et association de régions né en 2007 en Afrique du Sud puis installé en Bretagne (France), le FOGAR s'est doté en janvier 2011 de statuts suisses lors d'une assemblée tenue à Genève, à la villa La Pastorale.

Présidé par M. Michel Vauzelle – également président de la Région PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) –, le FOGAR tiendra en décembre à Genève un congrès international des régions.

L'Etat de Genève prend en charge le loyer des bureaux de ces organisations durant deux ans, conformément aux dispositions relatives au soutien d'ONG répondant aux critères d'excellence de la Genève internationale et sur préavis du Groupe interdépartemental aux affaires internationales.

Pour toute information complémentaire : M. André Klopmann, chargé des ONG internationales, CHA,
☎ 022 327 95 30 ou 022 546 14 00.

Appel à projets en vue de définir la future affectation du domaine de Penthes

En réponse à une [motion intitulée « Pour le maintien du Musée des Suisses dans le Monde à Penthes »](#), le Conseil d'Etat a annoncé qu'il allait lancer un appel à projets en vue de définir l'affectation future du domaine de Penthes, en lien avec la fin du contrat d'usufruit au 31 janvier 2012 dont bénéficie depuis près de trente ans la Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde.

Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une analyse conduite par un groupe de travail *ad hoc* chargé d'étudier des options de valorisation du domaine de Penthes en lien avec la Genève internationale. Plusieurs institutions de réputation internationale ont d'ores et manifesté leur intérêt. En se plaçant dans une démarche visant à consolider la vocation internationale de Genève, le Conseil d'Etat a décidé d'inviter tous les partenaires intéressés, en Suisse comme à l'étranger, à lui présenter des projets complets qui devront être rendus d'ici la fin de l'été 2011. L'accès public au parc du domaine devra être maintenu. Le gouvernement prendra une décision avant le 31 décembre 2011.

Le Conseil d'Etat n'exclut pas que le Musée des Suisses dans le monde ait sa place aux côtés du projet retenu. Conscient des difficultés générées par cette situation incertaine, le gouvernement souhaite que le Musée des Suisses dans le monde demeure ouvert au public et poursuive ses activités. Si la future affectation du domaine devait s'avérer incompatible avec le musée, la Fondation disposerait de trois ans pour trouver, avec le soutien de l'Etat, un autre lieu.

D'un point de vue économique, le Conseil d'Etat souhaite que le futur centre soit autonome dans les meilleurs délais. Une contribution cantonale est envisageable, mais le partenaire qui sera retenu pour la gestion du centre devra aussi trouver ses propres ressources.

Enfin, la question du relogement du musée militaire genevois, occupant actuellement le pavillon Dufour à Penthes, doit également être traitée. Une étude de faisabilité sera effectuée d'ici la fin du premier semestre 2011 par l'office des bâtiments du département des constructions et des technologies de l'information (DCTI) et le service des affaires militaires du département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE), en étroite collaboration avec l'association du musée militaire genevois, favorable à une telle démarche.

Pour toute information complémentaire : M. Robert Monin, secrétaire général, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 079 240 83 67.

Programme de contrôle de la tuberculose au Kirghizstan

Le canton de Genève a reconduit son soutien au programme intégré de contrôle de la tuberculose dans le système pénitentiaire kirghize mené par [Médecins sans Frontières Suisse](#). Un montant de 300'000 francs pour la période 2011-2012 sera dévolu à la prise en charge des cas de tuberculose et des principales pathologies associées dans les structures carcérales du pays.



L'intervention a pour objectif de réduire la morbidité et la mortalité dues aux formes de tuberculose résistantes et non résistantes, soit la diminution de l'incidence, de la prévalence et du taux de mortalité spécifique. Le projet vise également le renforcement des capacités locales du personnel et des autorités sanitaires.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Projet de prévention du VIH en Bolivie

Le gouvernement a décidé de renouveler son financement pour la prévention du VIH dans le département de Cochabamba en Bolivie. Un montant total de 200'000 francs sur deux ans (2011-2012) sera octroyé à l'association IDH-Suisse pour contribuer à diminuer les comportements à risques liés à la sexualité dans la population, et plus particulièrement auprès des jeunes et des adolescent-e-s.

La phase actuelle de ce projet met l'accent sur l'égalité des genres et la sexualité. Il traite des aspects individuels, familiaux et sociaux relatifs au VIH et interpelle la responsabilité de l'Etat dans ce domaine de la santé publique.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Région transfrontalière

Rencontre avec le préfet de la région Rhône-Alpes

Le Conseil d'Etat *in corpore* a reçu mardi 3 mai 2011 le nouveau préfet de la région Rhône-Alpes, M. Jean-François Carenco, lors d'un déjeuner organisé en son honneur. M. Carenco était accompagné par MM. Philippe Galli, préfet de l'Ain, Philippe Derumigny, préfet de la Haute-Savoie, Rachel Mazuir, président du Conseil général de l'Ain et Christian Monteil, président du Conseil général de la Haute-Savoie.

Cette rencontre a été l'occasion d'aborder divers sujets qui concernent le développement de l'agglomération franco-valdo-genevoise et la coopération transfrontalière.

Genève ne souhaite pas adhérer au concordat concernant les entreprises de sécurité

Répondant à une demande de la [Conférence des directrices et directeurs des départements de justice et police \(CCDJP\)](#), le Conseil d'Etat a précisé qu'à l'instar des autres cantons romands, il n'entendait pas adhérer au [concordat du 12 novembre 2010 proposé par la CCDJP](#) et préférerait conserver le [concordat romand du 18 octobre 1996](#), actuellement en vigueur.

En raison des nombreuses divergences essentielles entre les deux textes (concernant notamment le champ d'application et le titulaire de l'autorisation), il est préférable d'en rester au système actuel, qui contient une réglementation largement éprouvée donnant entière satisfaction et qui va faire l'objet d'une modification pour accueillir des cantons alémaniques (voire le canton du Tessin) et pour être coordonné, sur certains points, avec le concordat de la CCDJP.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11

Oui avec réserves au projet de loi sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale

Le Conseil d'Etat émet des réserves à propos du projet de loi sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (LSAMal), mis en consultation par le Département fédéral de l'intérieur. Ce projet a essentiellement pour but de renforcer la surveillance des caisses en la transférant à un organisme autonome et d'instituer le principe de plafonnement des réserves légales des assureurs.

Le Conseil d'Etat considère que le nouveau mécanisme obligeant tout assureur qui percevrait des primes surévaluées à rembourser le « trop-perçu » à ses assurés constitue un progrès très significatif. Toutefois, il constate que certaines dispositions légales essentielles pour améliorer l'efficacité du système de surveillance font défaut ou que d'autres s'avèrent insuffisantes dans leur contenu. Il regrette ainsi que la loi concernée ne garantisse pas suffisamment la compensation des risques entre assureurs afin d'éviter une segmentation pernicieuse du marché de l'assurance-maladie sociale entre les « bons » et les « mauvais » risques.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat désapprouve la suppression de la procédure de consultation des cantons concernant le tarif des primes de l'assurance-maladie, consacrant de ce fait la fin de toute prérogative cantonale en la matière. Il déplore également que le principe d'un plafonnement cantonal des réserves n'ait pas été retenu.

Enfin, il lui apparaît primordial qu'un délai maximum soit fixé dans la loi s'agissant de l'adhésion d'un assuré à une caisse d'assurance-maladie, ainsi que des sanctions en cas de refus illégitime d'admission.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.

Pétition « Sauvez nos cours d'eau » : situation d'ores et déjà satisfaisante à Genève

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de la [pétition « Sauvez nos cours d'eau »](#) lancée par la Fédération suisse de pêche en mars 2011.

En substance, le gouvernement relève que la situation genevoise répond d'ores et déjà aux souhaits exprimés par la fédération, grâce, en particulier, à l'ambitieux programme de renaturation des cours d'eau poursuivi par le canton et par une politique très restrictive, prioritairement axée sur la protection des cours d'eau, pour la construction de nouvelles microcentrales électriques.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Stalder, directeur général, direction générale de l'eau, DIM, ☎ 022 546 74 00.

Projet de loi relatif à la politique de cohésion sociale en milieu urbain

Le Conseil d'Etat a adopté ce jour un projet de loi relatif à la politique de cohésion sociale en milieu urbain qui a pour but de garantir à la population un cadre de vie social, économique et environnemental de qualité sur l'ensemble du territoire cantonal.

Dans son [discours de Saint-Pierre du 7 décembre 2009](#), le Conseil d'Etat a affirmé sa volonté de s'attaquer aux inégalités : « L'Etat doit enrayer la montée des inégalités et la dégradation des conditions de vie. Dans certains de nos quartiers, des concitoyens ont le sentiment de n'être plus membres à part entière de notre communauté. C'est pourquoi, une véritable politique de la ville est nécessaire. » A ce titre, la mise en place d'une politique de la ville fait partie des priorités du [programme de législation](#).

Le Conseil d'Etat a créé une délégation à la politique de la ville composée de Mme la conseillère d'Etat Michèle Künzler, de M. le président du Conseil d'Etat Mark Muller et de M. le conseiller d'Etat Charles Beer, qui en assure la présidence. La délégation a souhaité associer à ses travaux les magistrates et magistrats des communes concernées, l'Association des communes genevoises (ACG) ainsi qu'un-e représentant-e de chaque département de l'Etat. La délégation s'est réunie à cinq reprises entre octobre 2010 et février 2011 pour élaborer ce projet de loi.

Ce dernier fixe un cadre d'intervention pour l'Etat et les communes en direction des quartiers populaires frappés par de multiples inégalités sociales, économiques, etc. Pour ce faire, il précise les objectifs de cette intervention publique ainsi que son organisation à travers un conseil de la politique de cohésion sociale en milieu urbain et un comité de coordination. Les modalités partenariales entre les communes concernées et l'Etat se déclineront dans le cadre d'une convention.

Pour ce qui est des territoires concernés, le Centre d'analyse territoriale des inégalités [CATI-GE](#), basé à l'Université de Genève, travaille à l'élaboration des critères et indicateurs.

Pour en savoir plus : <http://www.ge.ch/dip/GestionContenu/detail.asp?mod=actualite.html&id=1593>.

Pour tout complément d'information : M. Mehdi Aouda, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 75 72.

5,4 millions de francs pour des interventions artistiques sur le parcours du TCOB

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi proposant l'ouverture d'un crédit extraordinaire d'investissement de 5,4 millions de francs pour la réalisation d'interventions artistiques sur le nouveau segment de la ligne de tramway reliant Cornavin à Bernex ([TCOB](#)), qui sera inauguré en décembre 2011.

Entrepris grâce à l'impulsion de cinq communes (Genève, Confignon, Onex, Bernex et Lancy), ce projet d'art public d'envergure a été élaboré dans le cadre d'un partenariat entre l'Etat, les communes et des privés. Au total, cinq sites pourraient être concernés par une intervention artistique, soit un pour chaque commune. Un sixième projet consisterait en des interventions particulières sur et dans les trams, ainsi qu'aux arrêts.

Plusieurs artistes suisses de renommée internationale (dont, entre autres, John M Armleder, Silvie Defraoui et Pipilotti Rist) ont été sélectionnés par un comité d'experts professionnels et encouragés à déposer des projets. Deux des six interventions – financées par des budgets ordinaires – pourraient être réalisées en 2011 déjà. Les quatre autres prendront place sur le domaine public en 2012, sous réserve du vote de la loi par le Grand Conseil. Ces œuvres, qui se veulent pérennes, illustreront la volonté du Conseil d'Etat exprimée dans le [discours de Saint-Pierre](#) de nouer des liens entre centre et périphérie, d'enrichir et de requalifier le paysage urbain et de rapprocher la création artistique contemporaine et le public genevois.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Budget 2011 de la Ville de Genève : le Conseil administratif invité à faire voter sans délai des douzièmes provisionnels

Le Conseil d'Etat a adopté le 16 février 2011 le budget de fonctionnement 2011 de la Ville de Genève, avec une remarque portant sur les prestations complémentaires municipales venant s'ajouter aux prestations complémentaires fédérales et cantonales AVS/AI (voir [point de presse du 17 février 2011](#)). La Ville de Genève a recouru contre cet arrêté d'approbation de son propre budget.

Statuant par une première décision le 21 avril 2011 et avant d'examiner le fond, la Chambre administrative de la Cour de justice a constaté l'effet suspensif de ce recours. Par conséquent, la Ville de Genève se trouve aujourd'hui sans budget approuvé et sans autorisation de dépenser.

Dès lors, conformément à l'article 74, al. 3 et 4 de la [loi sur l'administration des communes](#), le Conseil d'Etat invite le Conseil administratif à faire approuver sans délai par le Conseil municipal des douzièmes provisionnels, nécessaires à la couverture des charges de la Ville durant la procédure judiciaire qu'elle a initiée contre l'arrêté d'approbation de son budget.

*Pour toute information complémentaire : M. Michaël Flaks, directeur général de l'intérieur, DIM,
☎ 022 327 96 03.*

Nouveaux logements en vue à Chêne-Bougeries



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones des parcelles situées à l'angle de la route de Malagnou et du chemin de la Paumière, sur le territoire de Chêne-Bougeries. Ce projet permettra de créer une zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) destinée à accueillir un nombre substantiel de logements – nombre qui sera précisé par le plan localisé de quartier à venir – selon une densification de type usuelle prévue par la fiche 2.03 du [plan directeur cantonal](#).

D'une superficie totale de près de 50'000 m², les parcelles concernées sont actuellement situées en zone 5 (villas).

Ce projet répond aux principes d'aménagement de la couronne périphérique de l'agglomération urbaine, conformément aux dispositions contenues dans le plan directeur cantonal mis à jour en juin 2006, qui prévoit une densification de la zone villas, peu urbanisée et très accessible par les transports collectifs, par modification du régime de zone. Ce périmètre se situe à proximité de nombreuses infrastructures publiques (école primaire de Conches, cycle d'orientation de la Florence, collège de Claparède, école de commerce de Chêne-Bougeries) ou facilement accessible en transports publics (centre sportif de Sous-Moulin et parc Sismondi).

En outre, la densification le long des axes routiers structurants constitue l'une des principales stratégies du projet d'agglomération franco-valdo-genevois dans le but de favoriser le recours aux transports publics et diminuer ainsi les charges de trafic sur le réseau routier.

L'enquête publique ouverte du 3 mai au 2 juin 2010 a donné lieu à diverses observations. Le Conseil municipal de la commune de Chêne-Bougeries a préavisé négativement ce dossier le 3 février 2011. Conformément aux dispositions de l'article 16 alinéa 4 de la [loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire \(LaLAT\)](#), une délégation du Conseil d'Etat a auditionné le Conseil administratif de la commune de Chêne-Bougeries en mars 2011. A l'issue de cette séance, il a été décidé de poursuivre la procédure tout en associant étroitement la commune à l'élaboration des projets de plans localisés de quartier à venir.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Une plus grande mixité d'activités pour la commune de Versoix

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones dans le secteur de la Scie au sud de la commune de Versoix, sur des terrains situés entre la voie CFF, la route des Fayards et le chemin de l'Ancien-Péage. D'une superficie totale de 17'000 m², les parcelles concernées sont actuellement situées en zone de développement industriel et artisanal.



Ce projet permettra d'ouvrir partiellement la zone de développement industriel et artisanal actuelle à des activités commerciales, dans le but d'augmenter son potentiel constructible tout en favorisant une plus grande mixité d'usage. En effet, cela favorisera l'intégration d'activités industrielles en situation urbaine et contribuera au développement des activités commerciales dans la commune, créant ainsi de nouveaux emplois.

Un projet de plan localisé de quartier est également prévu. Il proposera 9500 m² de surfaces brutes de plancher dédiées à des activités artisanales ou industrielles, auxquelles viendront s'ajouter 4000 m² de surfaces commerciales.

L'enquête publique ouverte du 10 novembre au 10 décembre 2010 a donné lieu à une lettre d'observation. Le Conseil municipal de la commune de Versoix a par ailleurs préavisé favorablement ce projet le 7 février 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

Subventions aux établissements accueillant des personnes handicapées majeures et mineures

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi accordant des indemnités monétaires et non monétaires à trois institutions œuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé, poursuivant ainsi l'effort constant déployé en faveur des personnes handicapées dans le canton de Genève.

Ce projet de loi concerne spécifiquement les fondations Clair Bois, Ensemble et SGIPA (Société genevoise pour l'intégration professionnelle d'adolescents et d'adultes) pour un montant total de 207,42 millions de francs couvrant la période 2011-2013.

Il fait suite à la loi 10622 ratifiant les trois contrats de prestations conclus pour l'exercice 2010. L'octroi de ces subventions réaffirme la reconnaissance par l'Etat du travail de premier ordre effectué par ces institutions.

Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45, ou M. Laurent Barbaresco, directeur administratif et financier, direction générale de l'office de la jeunesse, DIP, ☎ 022 388 55 84.

Investissements pour les Etablissements publics pour l'intégration

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi ouvrant une subvention cantonale d'investissement de 8,68 millions de francs pour transformer et équiper les Etablissements publics pour l'intégration (EPI) pour la période 2011-2013. Les EPI ont pour but d'intégrer et réinsérer professionnellement les personnes handicapées, de les aider dans leur autonomie et d'améliorer leurs conditions de vie dans le respect de leur différence.

Cette subvention doit permettre à ces institutions de renouveler leur mobilier, d'acquérir des machines pour les ateliers, de renouveler, d'adapter et développer le matériel et les logiciels informatiques. Des travaux de transformation et d'entretien des bâtiments pourront également être engagés.

Pour toute information complémentaire : M. Marc Andrié, directeur des investissements, du patrimoine et des actifs, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 10.

Gestion améliorée des risques assurables à l'Etat de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté une série de mesures visant à améliorer la gestion des risques assurables encourus par l'Etat. Ces mesures concernent les différents risques assurables identifiés de perte financière liés à des sinistres, à des dommages causés à des personnes ou à des biens de l'Etat, voire à des tiers. Les assurances sociales ne sont pas concernées. Les actions prévues répondent à des recommandations émises

par l'Inspection cantonale des finances et par la Cour des comptes (rapport n°07 sur la gestion des risques assurables et des assurances).

Les propositions d'actions validées par le Conseil d'Etat sont issues d'un rapport d'analyse réalisé par la Centrale commune d'achats (département des finances). Elles consistent notamment en la globalisation des contrats, l'ajustement de certaines couvertures d'assurance, la conclusion de nouveaux contrats ou la résiliation de certains contrats.

La gestion de l'ensemble des contrats d'assurance sera centralisée selon des règles uniformisées auprès de la Centrale commune d'achats (CCA). L'objectif est de professionnaliser la gestion des assurances et d'en optimiser l'efficacité. La CCA effectuera également l'évaluation des risques. A noter que le montant budgété en 2011 pour les assurances (personnes, choses et patrimoine) se monte à 5 millions de francs.

*Pour toute information complémentaire : Mme Alicia Calpe, directrice de la centrale commune d'achats, DF,
☎ 022 546 06 01.*

Bourse, prix et distinction cantonale du développement durable

Conformément à la [loi sur l'action publique en vue d'un développement durable \(Agenda 21\)](#) et au [règlement du conseil du développement durable du 25 mars 1998](#), le Conseil d'Etat a approuvé le règlement qui régit le concours de la bourse, du prix et de la distinction cantonale du développement durable.

La bourse, le prix et la distinction visent à soutenir, encourager et promouvoir les projets et les réalisations exemplaires issus de la société civile en matière de développement durable pour Genève et sa région.

La bourse s'élève à un montant maximum de 30'000 francs, le prix à un montant de 10'000 francs. Dès l'édition 2012, le concours annuel sera ouvert aux organismes publics et parapublics pour l'obtention d'une distinction.

Pour toute information complémentaire : M. Rémy Zinder, directeur du service cantonal du développement durable, DARES, ☎ 022 388 19 44.

Tarification de la clause exécutoire dans les actes notariés

Le Conseil d'Etat a approuvé la modification du règlement sur les émoluments des notaires, introduisant la tarification de la clause exécutoire dont peuvent désormais être dotés les actes authentiques, suite à l'entrée en vigueur du code de procédure civile le 1^{er} janvier 2011.

Cette faculté facilitera considérablement la vie du créancier, dès lors que le titre exécutoire portant sur une prestation en argent vaut titre de mainlevée définitive, ce qui raccourcit considérablement les démarches judiciaires en recouvrement d'une créance.

*Pour toute information complémentaire : Mme Hana Sultan Warnier, secrétaire adjointe DSPE,
☎ 022 327 92 13.*

Adaptation du règlement sur les produits thérapeutiques

Le règlement sur les produits thérapeutiques du 22 août 2006 a été adapté aux modifications de la [loi fédérale sur les produits thérapeutiques](#) et de certaines de ses ordonnances d'application entrées en vigueur en octobre 2010.

Il s'agissait d'inclure dans ce règlement les aspects nouveaux touchant à la délivrance d'autorisations par le canton pour les médicaments qui ne sont pas soumis à une autorisation de mise sur le marché par Swissmedic (Institut suisse des produits thérapeutiques).

Par ailleurs, le pharmacien cantonal délèguera au médecin et au vétérinaire cantonaux les contrôles dans leur sphère d'activité respective.

*Pour toute information complémentaire : M. Christian Robert, pharmacien cantonal, DARES,
☎ 022 546 51 88.*

Mise à jour de la carte des cours d'eau genevois

L'ensemble des cours d'eau genevois fait l'objet d'une carte appelée « [carte des cours d'eau](#) » annexée à la loi cantonale sur les eaux. Cette carte indique la situation géographique des cours d'eau genevois et leur dénomination (cliquer sur la vignette pour l'agrandir).

Afin de garantir son exactitude et sa fiabilité, cette carte nécessite aujourd'hui une mise à jour. En effet, le tracé de certains cours d'eau a été corrigé suite à des travaux de renaturation et de nouveaux cours d'eau ont été ajoutés à la carte Graphe-Eau (représentant le réseau hydrographique drainant le bassin versant genevois) suite aux relevés de terrain faits par le service de la mensuration officielle (SEMO).



Ainsi, cette mise à jour de la carte des cours d'eau comprend [treize nouveaux cours d'eau et vingt-trois cours d'eau prolongés, modifiés ou rebaptisés](#). Les nouveaux cours d'eau ont été baptisés par les communes concernées et leur dénomination a ensuite été approuvée par la commission de nomenclature.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anne-Marie Huismans, direction générale de l'eau, DIM,
☎ 022 546 74 25, ou M. Laurent Niggeler, directeur général, SEMO, DIM, ☎ 022 546 72 01.*

Point de situation sur les aménagements au port de la Belotte

En réponse à un courrier de la commune de Cologny relatif aux divers aménagements entrepris ou prévus aux environs de la Belotte, le Conseil d'Etat rappelle que plusieurs séances d'information ont été organisées, auxquelles tant les riverains que les entreprises lacustres concernées et la commune ont participé.

Il souligne que les installations de mise à l'eau (épuisoir et passerelle), de même que la plateforme de chargement, ont été réalisées en toute conformité, les autorisations de



construire ayant été dûment délivrées. Il relève par ailleurs que le site est de longue date un emplacement destiné au chargement des enrochements, ainsi qu'à d'autres travaux lacustres, comme la réfection de la barque Neptune ou le montage du gazoduc.

En ce qui concerne les travaux en cours de remplacement de la conduite d'eau potable du Prieuré, ceux-ci devraient durer environ quinze mois et sont menés par les Services industriels de Genève. Enfin, le Conseil d'Etat rappelle sa volonté de désencombrer la Rade et de mener à bien le projet de plage des Eaux-Vives. Dès lors, le projet d'aménagement à l'étude dans le secteur de la Belotte s'inscrit dans ce contexte et suivra les procédures habituelles en autorisation de construire.

Pour toute information complémentaire : M. Yves Duffey, capitainerie cantonale, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 50.

Aboutissement d'un référendum

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement d'une demande de référendum cantonal contre la [loi modifiant la loi sur l'aide sociale individuelle \(LASI\)](#), votée par le Grand Conseil le 11 février 2011.

La vérification des signatures déposées a donné les résultats suivants :

- signatures annoncées : 13'534
- signatures contrôlées : 7761
- signatures validées : 7015

Le nombre de 7000 signatures exigé par la [Constitution](#) (art. 53) pour faire aboutir le référendum est atteint.

La votation populaire sur cet objet est fixée au 27 novembre 2011. Le délai de recours à la Chambre administrative de la Cour de justice est de six jours. Il court dès le lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Report de la date de dépôt des listes de candidatures à l'élection des juges prud'hommes

Par arrêté du 16 février 2011, le Conseil d'Etat a fixé la date de l'élection par le Grand Conseil des juges prud'hommes au jeudi 13 octobre 2011 et le délai de dépôt des candidatures au lundi 30 mai 2011.

A la demande des partenaires sociaux, le Conseil d'Etat a reporté la date du dépôt des listes de candidatures pour l'élection des juges prud'hommes au lundi 27 juin 2011.

Cette élection sera tacite si le nombre de candidats inscrits ne dépasse pas celui des sièges à pourvoir.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Cérémonie en l'honneur des conseillers administratifs, maires et adjoints sortant de charge

La législature communale 2007-2011 prend fin le 1^{er} juin 2011, date de l'entrée en fonction des nouvelles autorités municipales.

Une cérémonie officielle sera organisée le 7 juin 2011 en cette occasion dans la salle de l'Alabama de l'Hôtel de Ville pour exprimer la gratitude du gouvernement aux magistrats sortants de charge. Cette cérémonie sera suivie d'un dîner.

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat chargée du département de l'intérieur et de la mobilité, représentera le Conseil d'Etat à cette occasion.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Nomination

Nouveau membre du Conseil d'administration de l'aéroport international de Genève

Le Conseil d'Etat a désigné M. **Christian Monteil**, président du Conseil général de la Haute-Savoie, pour siéger au sein du Conseil d'administration de l'aéroport international de Genève (AIG) en remplacement de Mme Jocelyne Boch, en application de l'article 7 al 1 lettre f de la loi sur l'aéroport international de Genève. M. Monteil est désigné sur proposition des présidents des Conseils généraux des départements français limitrophes.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
5 mai 16h00	Votation du 15 mai : permanence d'information sur le vote par internet	Cour de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CHA	Anja Wyden Guelpa ☎ 022 327 95 00
9 mai 10h30	Gestion des dangers naturels : risques liés aux crues	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
9 mai 18h00	Séance d'information publique sur le plan directeur cantonal	Uptown Geneva 2 rue de la Servette	DCTI	Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67
11 mai 18h00	Les Grands Esserts : présentation publique des projets de mandats d'étude parallèles	Salle communale de Veyrier 265, route de Veyrier 1255 Veyrier	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
13 mai 11h00	Remise de la bourse et du prix cantonaux du développement durable	Globe de la science et de l'innovation du CERN	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 338 19 42
14 mai 18h00	Etats généraux de l'égalité entre hommes et femmes à Genève, 1981- 2011	Théâtre Forum Meyrin 1, place des Cinq-Continents 1217 Meyrin	DSPE	Muriel Golay ☎ 022 388 74 50 ou 078 621 60 44
18 mai 20h00	Présentation publique du <i>masterplan</i> et du plan localisé de quartier de la gare de Chêne-Bourg	Salle communale Point Favre Place Favre 1225 Chêne-Bourg	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
19 mai 11h00	Inauguration du tronçon franco-suisse renaturé de l'Hermance	Rendez-vous à Veigy-Foncenex (détails suivront)	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
30 mai 10h00	Présentation des résultats de l'étude d'impact sur la santé de la loi sur l'interdiction de fumer (LIF)	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
31 mai 17h00	Prestation de serment des conseillers/ères administratifs, maires et adjoint-e-s	Cathédrale Saint-Pierre	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80